

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004960]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 37, modifié par le décret du 22 mai 2008 et le décret du 16 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards ;

Vu le rapport du 9 novembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023 ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 21 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 2 février au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.526/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 9 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'objectif de la Déclaration de Politique suivant lequel « le Gouvernement visera notamment à mettre en œuvre progressivement, au cours de la législature, un réseau écologique fonctionnel grâce entre autres à [...] la plantation de 4.000 km de haies en milieu ouvert et/ou d'un million d'arbres » ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards est un des principaux leviers pour favoriser la mise en œuvre de cet objectif ;

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications à cet arrêté afin, d'une part, de simplifier les critères de plantation permettant d'obtenir la subvention et d'autre part, de simplifier l'accès à la subvention ;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les articles 1, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14 et 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards, les mots « la Ministre » ou « le Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « le ministre ».

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6°, le c) est abrogé ;

b) au 11°, les mots «, qui n'est pas uniquement linéaire, » sont insérés entre le mot « plantation » et les mots « d'arbres fruitiers » ;

c) l'article est complété par les 12° et 13° rédigés comme suit :

« 12° l'axe de ruissellement concentré : l'axe de concentration naturel des eaux de ruissellement qui correspond à un thalweg, une vallée ou un vallon sec selon les informations disponibles sur le Géoportail de Wallonie ;

13° le tronçon : la partie d'une haie, d'un taillis linéaire ou d'un alignement d'arbres, composée d'arbres ou d'arbustes plantés de manière continue selon une ligne qui peut être droite, courbe, cassée, ou présentant des embranchements. » ;

d) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne le 12°, plusieurs tronçons peuvent être considérés comme appartenant à la même haie, au même taillis ou au même alignement d'arbres s'ils disposent de la même structure et de la même composition en espèces. ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « propriétaires de terrains situés sur le territoire de la Région wallonne ou aux titulaires, sur de tels biens, d'un droit en emportant l'usage » sont remplacés par les mots « personnes visées à l'article 4 du présent arrêté ».

Art. 4. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le 1°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, est complété par les mots « au plan de secteur » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

c) à l'alinéa 4, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « élément » est remplacé par les mots « arbre ou arbuste » ;

2) les mots « un type de » sont remplacés par les mots « une seule » ;

3) le mot « vive » est abrogé ;

d) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« La juxtaposition côte à côte de plusieurs projets linéaires, tels que haies, taillis linéaires, ou alignements d'arbres, est subventionnée seulement si ceux-ci sont distants d'au moins six mètres. » ;

e) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La subvention ne peut pas porter sur la replantation d'éléments d'une haie, d'un taillis linéaire, d'un verger ou d'un alignement d'arbres ayant déjà fait l'objet d'une subvention par le passé. ».

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est complété par les mots « à dater de la fin des travaux de plantation » ;

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o lorsque le demandeur est titulaire, pour une durée de moins de trente ans, d'un droit réel emportant l'usage de la parcelle pour laquelle une subvention est sollicitée, la demande comprend, outre les éléments visés à l'article 12, la stipulation expresse du propriétaire au profit de la Région wallonne de respecter les obligations nées en vertu du présent arrêté sur une durée de trente ans ; ».

Art. 6. Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) le 2^o est abrogé ;

2) au 4^o, les mots « deux tiers des espèces plantées et » sont abrogés ;

3) le 7^o est remplacé par ce qui suit : « l'écartement entre les plants au sein d'un rang est au maximum de septante centimètres ; » ;

4) le 9^o est abrogé ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « En ce qui concerne le 6^o, deux parties d'une même haie sont considérées comme des tronçons différents s'il existe un espace sans plants d'une longueur d'au moins cinq mètres entre elles. » ;

c) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 8^o, lorsque la haie coupe un axe de ruissellement concentré, l'écartement minimal autorisé entre les rangs est de trente centimètres sur la longueur du tronçon. ».

Art. 7. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) le 2^o est abrogé ;

2) le 7^o est abrogé ;

b) dans l'alinéa 2, 3^o, les modifications suivantes sont apportées :

1) au a), les mots « supérieure à cinq » sont remplacés par les mots « égale ou supérieure à deux » ;

2) le b) est remplacé par ce qui suit : « pour chaque tronçon de taillis linéaire, le recépage maintient, au minimum, cinquante pour cent du taillis planté et la partie maintenue est recépage au plus tôt un an après le recépage précédent. » ;

c) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1) le 1^o est remplacé par ce qui suit : « les espèces plantées sont choisies dans la liste définie par le Ministre. Au moins septante-cinq pour cent des arbres sont des variétés figurant dans la liste établie par le Ministre ; » ;

2) au 2^o, les mots « plus une par tranche de vingt arbres » sont remplacés par les mots « et aucune variété ne représente plus de quarante pour cent du nombre d'arbres » ;

3) au 3^o, les mots « plantations sont constituées d'un » sont remplacés par les mots « les demandes comprennent un » ;

4) le 4^o est remplacé par ce qui suit : « l'écartement entre les arbres, comprenant les arbres existants et les nouvelles plantations, est de huit mètres minimum et de quarante mètres maximum ; » ;

5) l'alinéa est complété par un 5^o rédigé comme suit : « les arbres sont maintenus par des tuteurs, au minimum durant les deux premières années. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) le 3^o est remplacé par ce qui suit : « la demande pour la plantation d'arbres comprend au minimum vingt arbres avec des tronçons de minimum dix arbres. Les arbres déjà existants peuvent être considérés dans le calcul du nombre d'arbres du tronçon. Deux alignements d'arbres sont à considérer comme des tronçons différents s'il existe un espace sans arbre d'une longueur d'au moins quinze mètres entre leur deux couronnes ; » ;

2) au 4^o, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, le mot « douze » est remplacé par le mot « quinze » et les mots « au minimum durant les deux premières années » sont insérés entre les mots « par un tuteur » et les mots « ; le tuteur n'est cependant » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« En ce qui concerne le 3^o, les arbres déjà existants peuvent être considérés dans le calcul du nombre d'arbres du tronçon. Deux alignements d'arbres sont à considérer comme des tronçons différents s'il existe un espace sans arbre d'une longueur d'au moins quinze mètres entre leurs deux couronnes. » ;

c) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 12 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 14, alinéa 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « La subvention n'est cependant acquise définitivement que » sont remplacés par les mots « Par type de subvention découlant du présent arrêté, la subvention est acquise définitivement uniquement »

b) au 1^o, les mots « de plantation ou d'entretien » sont remplacés par les mots « faisant l'objet de la subvention » ;

c) le 2^o est remplacé par ce qui suit : « par type de subvention, le taux de reprise atteint au moins quatre-vingts pour cent des plants; » ;

d) au 3^o, les mots « et suffisamment dégagée pour présenter de sérieuses garanties d'avenir » sont abrogés.

Art. 12. L'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit : « Chapitre V - Contrôle et remboursement ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 2024 et s'applique à toutes demandes de subvention introduites à dater du 1^{er} mai 2024.

Art. 14. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/004960]

29. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen

Die Wallonische Regierung beschließt

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 37, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008 und das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen;

Aufgrund des am 9. November 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund der am 16. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. November 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den Haushalt;

Aufgrund des am 21. Dezember 2023 abgegebenen Gutachten des Pools „Ländliche Angelegenheiten“, Abteilung „Natur“;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von fünf Tagen, in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf die Abgabe eines Gutachtens am 2. Februar unter der Nummer 75.526/4 im Register der Gesetzgebungsabteilung eingetragen wurde;

Aufgrund der Entscheidung der Gesetzgebungsabteilung vom 9. Februar 2024, kein Gutachten innerhalb der geforderten Frist abzugeben, in Anwendung von Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung des Ziels der politischen Erklärung, wonach „die Regierung insbesondere bestrebt sein wird, während der Legislaturperiode schrittweise ein funktionelles ökologisches Netz unter anderem durch [...] die Pflanzung von 4.000 km offener Hecken und/oder einer Million Bäume zu verwirklichen“;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen einer der wichtigsten Hebel ist, um die Umsetzung dieses Ziels zu fördern;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, Änderungen an diesem Erlass vorzunehmen, um zum einen die Kriterien für die Anpflanzung zu vereinfachen, die es ermöglichen, die Subvention zu erhalten, und um zum anderen den Zugang zur Subvention an sich zu vereinfachen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Natur

Und nach Beratung

Folgendes:

Artikel 1 - In den Artikeln 1, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14 und 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen werden die Worte „die Ministerin“ oder „der Minister“ jeweils durch die Worte „der Minister“ ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in 6° wird c) aufgehoben;

b) in 11° werden die Worte „, die nicht ausschließlich linear ist,“ zwischen den Worten „Anpflanzung“ und den Worten „von Obstbäumen“ eingefügt;

c) der Artikel wird durch 12° und 13° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„12° Achse des konzentrierten Abflusses: die natürliche Konzentrationsachse für den Abfluss, die einem Talweg, einem Tal oder einem Trockental gemäß den auf dem Geoportal der Wallonie verfügbaren Informationen entspricht;

13° Abschnitt: der Teil einer Hecke, eines linearen Niederwaldes oder einer Baumreihe, der aus Bäumen oder Sträuchern besteht, die kontinuierlich entlang einer Linie gepflanzt wurden, die gerade, gebogen oder gebrochen sein oder Verzweigungen aufweisen kann.“;

d) der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Bezug auf 12° gilt: Mehrere Abschnitte können als zur selben Hecke, zum selben Niederwald oder zu einer Baumreihe gehörend betrachtet werden, wenn sie über dieselbe Struktur und dieselbe Zusammensetzung von Arten verfügen.“.

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Worte „Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder Inhaber eines Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt“ durch die Worte „die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses genannten Personen“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird 1°, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, durch die Worte „im Sektorenplan“ ergänzt;

b) Absatz 2 wird aufgehoben;

c) in Absatz 4, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) das Wort „Element“ wird durch die Worte „Baum oder Strauch“ ersetzt;

2) die Worte „eine Art von“ wird durch die Worte „eine einzige“ ersetzt;

3) das Wort „lebende“ wird aufgehoben;

d) Absatz 5 wird durch Folgendes ersetzt:

„Das Aneinanderreihung mehrerer linearer Projekte, wie etwa Hecken, linearer Niederwald oder Baumreihen, wird nur dann subventioniert, wenn diese mindestens sechs Meter voneinander entfernt sind.“;

e) der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Subvention darf sich nicht auf die Neuanpflanzung von Teilen einer Hecke, eines linearen Niederwaldes, eines Obstgartens oder einer Baumreihe beziehen, für die bereits in der Vergangenheit eine Subvention gewährt wurde.“.

Art. 5 - In Artikel 5, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) 2° wird durch die Worte „ab dem Ende der Arbeiten für die Anpflanzung“ ergänzt;

b) 4° wird durch Folgendes ersetzt:

„4° wenn der Antragsteller für eine Dauer von weniger als 30 Jahren Inhaber eines dinglichen Rechts mit Nutzungsrecht der Parzelle ist, für die eine Subvention beantragt wird, enthält der Antrag neben den in Artikel 12 genannten Elementen die ausdrückliche Bestimmung des Eigentümers zugunsten der Wallonischen Region, dass er die Verpflichtungen, die aufgrund des vorliegenden Erlasses entstehen, während einer Dauer von 30 Jahren einhält.“.

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) 2° wird aufgehoben;

2) in 4° werden die Worte „zwei Drittel der gepflanzten Arten und“ aufgehoben;

3) 7° wird durch Folgendes ersetzt: „der Abstand zwischen den Pflanzen innerhalb einer Reihe beträgt höchstens 70 Zentimeter.“;

4) 9° wird aufgehoben;

b) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt: „In Bezug auf 6° gelten zwei Teile einer Hecke als verschiedene Abschnitte, wenn zwischen ihnen ein mindestens fünf Meter langer Raum ohne Pflanzen vorhanden ist.“;

c) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt: „Abweichend von Absatz 1, 8° gilt: Wenn die Hecke eine Achse des konzentrierten Abflusses schneidet, beträgt der zulässige Mindestabstand zwischen den Reihen dreißig Zentimeter auf der Länge des Abschnitts.“.

Art. 7 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) 2° wird aufgehoben;

2) 7° wird aufgehoben;

b)° in Absatz 2, 3° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) in a) werden die Worte „über fünf“ durch die Worte „zwei oder mehr“ ersetzt;

2) b) wird durch Folgendes ersetzt: „für jeden Abschnitt des linearen Niederwalds werden bei einem Rückschnitt wenigstens fünfzig Prozent des angepflanzten Niederwalds erhalten und der erhaltene Bestand wird frühestens ein Jahr nach dem vorherigen Rückschnitt zurückgeschnitten.“;

c) Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) 1° wird durch Folgendes ersetzt: „die gepflanzten Arten werden in der durch den Minister festgelegten Liste ausgewählt; Mindestens fünfundsechzig Prozent der Bäume sind Sorten, die in der vom Minister erstellten Liste angeführt sind;“ ;

2) in 2° werden die Worte „plus eine pro zwanzig Bäume“ durch die Worte „und keine Sorte macht mehr als vierzig Prozent der Anzahl der Bäume aus“ ersetzt;

3) in 3° werden die Worte „Anpflanzungen bestehen aus einem“ durch die Worte „die Anträge umfassen einen“ ersetzt;

4) 4° wird durch Folgendes ersetzt: „der Abstand zwischen den Bäumen, der vorhandene Bäume und Neuanpflanzungen umfasst, beträgt mindestens acht Meter und höchstens vierzig Meter ;“;

5) der Absatz wird um ein 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt: „die Bäume werden mindestens in den ersten beiden Jahren durch Stützstangen gehalten.“;

b) Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) 3° wird durch Folgendes ersetzt: „der Antrag für die Anpflanzung von Bäumen umfasst mindestens 20 Bäume mit Abschnitten von mindestens zehn Bäumen. Die bereits vorhandenen Bäume können bei der Berechnung der Anzahl der Bäume in dem Abschnitt berücksichtigt werden. Zwei Baumreihen sind als unterschiedliche Abschnitte zu betrachten, wenn zwischen ihren beiden Kronen ein Raum ohne Baum von mindestens 15 m Länge besteht;“;

2) in 4°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, wird das Wort „zwölf“ durch das Wort „fünfzehn“ ersetzt und die Worte „mindestens in den ersten beiden Jahren“ werden zwischen die Worte „durch eine Stützstange“ und die Worte „die Stützstange ist jedoch nicht“ eingefügt;

b) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„In Bezug auf 3° gilt: Die bereits vorhandenen Bäume können bei der Berechnung der Anzahl der Bäume in dem Abschnitt berücksichtigt werden. Zwei Baumreihen sind als unterschiedliche Abschnitte zu betrachten, wenn zwischen ihren beiden Kronen ein Raum ohne Baum von mindestens 15 m Länge besteht.“;

c) Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 10 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 11 - In Art. 14 Absatz 4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) im einleitenden Satz werden die Worte „Die Subvention wird jedoch nur dann endgültig erlangt“ durch die Worte „Je nach Art der Subvention, die sich aus diesem Erlass ergibt, wird die Subvention nur dann endgültig erlangt“ ersetzt.

b) in 1° werden die Worte „der Anpflanzung oder des Unterhalts“ durch die Worte „die Gegenstand der Subvention sind“ ersetzt;

c) Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt: „je nach Art der Subvention beträgt der Anteil der Anwurzelung mindestens achtzig Prozent der Pflanzen“;

d) in 3° werden die Worte „und ausreichend freigelegt ist, um eine seriöse Zukunftsgarantie darzustellen“ aufgehoben.

Art. 12 - Der Titel von Kapitel V wird durch Folgendes ersetzt: „Kapitel V – Kontrolle und Rückerstattung“

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am 15. April 2024 in Kraft und gilt für alle Subventionsanträge, die ab 1. Mai 2024 eingereicht werden.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, am 29. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/004960]

29 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het Natuurbehoud, artikel 37, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008 en bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen;

Gelet op het rapport van 9 november 2023 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 november 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Natuur", gegeven op 21 december 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 2 februari op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.526/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 9 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Gelet op het beleidsdoel overeenkomstig de gewestelijke beleidsverklaring, waarin staat dat de Regering er met name op toe zal zien "over de gehele regeerperiode geleidelijk een functioneel ecologisch net uit te bouwen, met name dankzij [...] de aanplanting van 4000 km hagen in open milieus en/of één miljoen bomen";

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen één van de voornaamste hefbomen is om de omzetting van dit doel te bewerkstelligen;

Overwegende dat genoemd besluit gewijzigd dient te worden om, enerzijds, de aanplantingscriteria voor het verkrijgen van de subsidie te vereenvoudigen en, anderzijds, de toegang tot de subsidie te vergemakkelijken;

Op de voordracht van de Minister van Natuur

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen 1, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14 en 18 van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen, worden in de Franse versie de woorden "la Ministre" of "le Ministre" telkens vervangen door de woorden "le ministre".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 6° wordt c) opgeheven;

b) in punt 11°, worden de woorden "die niet enkel lineair is" ingevoegd tussen het woord "aanplanting" en de woorden "van voormalige hoogstammige".

c) het artikel wordt aangevuld met de punten 12° en 13°, luidend als volgt:

12° de as van geconcentreerd afvloeiend water: natuurlijke concentratielijn van het afvloeiend water die overeenkomt met een dalweg, vallei of droge vallei volgens de informatie die beschikbaar is op het geoportaal van Wallonië;

13° het stuk: het deel van een haag, houtwal of een bomenrij, bestaande uit bomen of struiken die ononderbroken op een lijn zijn geplant, welke recht, gebogen, gebroken kan zijn of aftakkingen kan hebben. " ;

d) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Wat 12° betreft, kunnen verschillende stukken beschouwd worden als behorend tot dezelfde haag, houtwal of bomenrij als ze dezelfde structuur en soortensamenstelling hebben. "

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de woorden "de eigenaars van gronden, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, of aan de houders van een recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft" vervangen door de woorden "personen bedoeld in artikel 4 van dit besluit".

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, wordt 1°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020, aangevuld met de woorden "opgenomen op het gewestplan";

b) het tweede lid wordt opgeheven;

c) in het vierde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020 en 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) het woord "element" wordt vervangen door de woorden "boom of struik";

2) de woorden "één type" worden vervangen door de woorden "een enkele";

3) in de Franse versie, wordt het woord "vive" opgeheven;

d) het vijfde lid wordt vervangen door wat volgt:

"Het naast elkaar plaatsen van verschillende lineaire projecten, zoals heggen, houtwallen of bomenrijen, wordt alleen gesubsidieerd als ze minstens zes meter uit elkaar staan. " ;

e) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De subsidie mag niet worden gebruikt voor het herplanten van elementen van heggen, houtwallen, boomgaarden of bomenrijen die in het verleden al een subsidie hebben ontvangen. " .

Art. 5. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° wordt aangevuld met de woorden "vanaf het einde van de aanplantingswerken";

b) 4° wordt vervangen door wat volgt:

"4° Indien de aanvrager voor een duur van minder dan dertig jaar houder is van een zakelijk recht met als gevolg het gebruik van het perceel waarvoor een subsidie is aangevraagd, omvat de aanvraag naast de elementen bedoeld in artikel 12, de nadrukkelijke verbintenis van de eigenaar, ten gunste van het Waalse Gewest, dat hij de verplichtingen uit dit besluit gedurende een periode van dertig jaar zal naleven;" .

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) 2° wordt opgeheven;

2) in 4°, worden de woorden "twee derde van de aangeplante soorten en" opgeheven;

3) 7° wordt vervangen door wat volgt: "De afstand tussen de planten binnen een rang bedraagt maximum zeventig centimeter;" ;

4) 9° wordt opgeheven;

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt: "Wat betreft punt 6°, worden twee delen van eenzelfde haag beschouwd als verschillende stukken als er een onbeplante ruimte van ten minste vijf meter tussen hen bestaat. " ;

c) tussen het tweede lid en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: "In afwijking van paragraaf 1, 8°, bedraagt [00e2][0080][008b][00e2][0080][008b]de minimaal toegestane afstand tussen de rangen, wanneer de haag een as van geconcentreerd afvloeiend water doorsnijdt, dertig centimeter over de lengte van het stuk. " .

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) 2° wordt opgeheven;

2) 7° wordt opgeheven;

b) in het tweede lid, 3° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in a) worden de woorden "van meer dan vijf" vervangen door de woorden "gelijk aan of van meer dan twee";

2) b) wordt vervangen door wat volgt: "in elk gedeelte van houtwal wordt bij wortelsnoei minstens vijftig percent van de aangeplante houtwal in stand gehouden en het in stand gehouden deel wordt ten vroegste één jaar na de vroegere snoei kortgesnoeid. " ;

c) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) 1° wordt vervangen door wat volgt: "de aangeplante soorten worden gekozen uit de lijst vastgesteld door de Minister. Ten minste vijftien procent van de bomen moet behoren tot variëteiten die voorkomen op de door de Minister vastgestelde lijst;" ;

2) in 2°, worden de woorden "plus één per schijf van twintig bomen" vervangen door de woorden "en geen enkele variëteit vertegenwoordigt meer dan veertig procent van het aantal bomen";

3) in 3°, worden de woorden "de aanplantingen worden gevormd door" vervangen door de woorden "de aanvragen omvatten";

4) 4° wordt vervangen door wat volgt: "de afstand tussen de bomen, bestaande bomen en nieuwe aanplantingen inbegrepen, bedraagt minstens acht meter en hoogstens veertig meter;" ;

5) het lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt: "de bomen worden minstens gedurende de eerste twee jaar gestut. " ;

b) wordt het derde lid opgeheven.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) 3° wordt vervangen door wat volgt: "de aanvraag voor de aanplanting van bomen omvat minstens twintig bomen met stukken van minstens tien bomen. Bij de berekening van het aantal bomen in het stukken kan rekening worden gehouden met reeds bestaande bomen. Twee bomenrijen moeten als verschillende stukken worden beschouwd als er tussen hun twee kronen een boomvrije ruimte van minstens vijftien meter lengte aanwezig is." ;

2) in 4°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020 , wordt het woord "twaalf" vervangen door het woord "vijftien" en worden de woorden "ten minste tijdens de eerste twee jaar" ingevoegd tussen de woorden "de scheuden worden" en de woorden "gestut; stutten zijn evenwel";

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

Wat 3° betreft, kan bij de berekening van het aantal bomen in het stuk rekening worden gehouden met reeds bestaande bomen. Twee bomenrijen moeten als verschillende stukken worden beschouwd als er tussen hun twee kronen een boomvrije ruimte van minstens vijftien meter lengte aanwezig is. " ;

c) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit, wordt het derde lid wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 14, vierde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden "De subsidie staat evenwel pas definitief vast als" vervangen door de woorden "Voor elk type subsidie dat uit dit besluit voortvloeit, staat de subsidie slechts definitief vast als".

b) in 1°, worden de woorden "aanplantings- of onderhoudswerken" vervangen door de woorden "werken waarop de subsidie betrekking heeft";

c) punt 2° wordt vervangen als volgt: "voor elk type subsidie bedraagt het aangroei cijfer minstens tachtig percent van de scheuten";

d) in 3° worden de woorden "en de planten zijn voldoende geschoten om een serieus toekomstperspectief te bieden" opgeheven.

Art. 12. Het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen door wat volgt: "Hoofdstuk V - Controle en terugbetaling".

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 15 april 2024 en wordt toegepast op alle subsidieaanvragen die vanaf 1 mei 2024 worden ingediend.

Art. 14. De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005106]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire, les articles 2 à 14, 19, 24 et 26 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 20 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de la Ministre de la Fonction publique du 18 juillet 2023 ;

Vu l'avis n°1555 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 25 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion du Forem du 10 octobre 2023 ;

Vu le protocole de négociation n°855 du 10 novembre 2023 du comité de secteur XVI ;

Vu l'avis n°65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.453/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 janvier 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1° le centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté : le centre de formation et de réadaptation professionnelle spécialisée visé à l'article 8 du décret et ci-après dénommé " le centre » ;

2° le public cible : les bénéficiaires visés à l'article 5 du décret, qui ne sont pas en mesure d'accéder à l'offre de service proposée par les opérateurs de formation s'adressant à l'ensemble de la population parce que celle-ci n'est pas ou est moins adaptée ;